

UNE PUBLICATION SEMESTRIELLE DU SPW AGRICULTURE | 1^{er} SEMESTRE 2020
[HTTP://AGRICULTURE.WALLONIE.BE](http://agriculture.wallonie.be)



LES NOUVELLES DE L'AGRICULTURE

#11

SPW | Éditions

TOUT SAVOIR

Agriculture

FOCUS SUR LA VIANDE BOVINE

En préambule à cet édit, je voudrais vous adresser un immense MERCI. Un merci pour tout le travail fourni en ces temps compliqués que nous fait vivre le Covid-19. Un merci à vous toutes et tous, qui avez continué vos activités dans des conditions souvent différentes, déstabilisantes ou plus difficiles.

Le coronavirus nous a impactés dans notre quotidien, dans notre vie sociale et familiale, au cœur de notre activité. Malgré tous ces bouleversements, notre sécurité alimentaire a pu être assurée par votre travail. Je vous en remercie.

Toutefois, avec la crise sanitaire, nous avons pu constater que certains chiffres sont encourageants pour l'agriculture. De manière générale, on voit que les circuits courts ont le vent en poupe. Nous pouvons nous réjouir et nous devons consolider les échanges et la confiance entre consommateurs et producteurs.

La préférence des produits locaux n'est pas un phénomène de mode. Il s'agit d'un enjeu fondamental, à la fois pour notre développement économique, pour le soutien à notre agriculture de qualité, et pour les défis environnementaux et climatiques.

Néanmoins, je crois sincèrement en une complémentarité des modèles. Nous devons produire pour notre consommation locale et pour l'exportation. Le taux d'auto-approvisionnement de la viande bovine, qui est de 145% en Wallonie, en est bel un exemple.

Il est en effet primordial de faciliter le positionnement des opérateurs wallons sur des marchés porteurs tout en valorisant le savoir-faire des professionnels et la qualité de la viande wallonne.

Ce nouveau numéro des Nouvelles de l'Agriculture dresse un portrait du secteur de la viande bovine. Une filière qui, nous le savons, est confrontée à de nombreux défis.

Je suis tout à fait conscient des difficultés rencontrées, tant en conventionnel qu'en bio. C'est pourquoi nous travaillons de concert, avec de nombreux acteurs et organismes, sur plusieurs volets afin que le secteur soit reconnu à sa juste valeur et apprécié dans son travail nourricier. Croyez bien que je reste très attentif à l'évolution de la filière et à l'écoute des éleveurs.

Les Nouvelles de l'Agriculture mettent en lumière la réalité du secteur sous différentes approches. Elles évoquent les discussions, propositions et projets futurs afin que cette filière évolue en combinant les aspirations économiques ainsi que les attentes sociétales et environnementales. Vous y découvrirez également des témoignages inspirants de notre belle région.

Je vous souhaite une agréable lecture.

Willy Borsus

Ministre wallon de l'Agriculture

LES NOUVELLES DE L'AGRICULTURE

N°11 – 1^{er} semestre 2020

Les Éditions du SPW

Magazine d'information semestriel
de l'agriculture
Édité par le SPW Agriculture – DFA
CREA
Îlot St Luc
Chaussée de Louvain 14
5000 NAMUR
Tél. 081 64 94 11



<http://agriculture.wallonie.be>

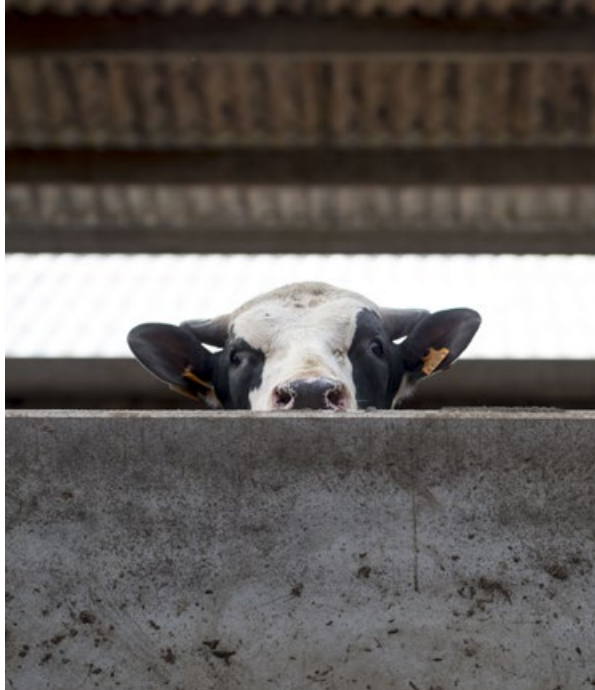
Le présent document a une valeur
indicative et ne préjuge en rien de
l'application des législations en la
matière.

Éditeur responsable :
Bénédicte Heindrichs,
Directrice générale

Photos :
Jean-Louis Wertz

Conception graphique et édition :
Twogether

Transposition en langue allemande :
Irmgard Drese



FOCUS SUR LA VIANDE BOVINE

p. 4-7

L'ÉLEVAGE WALLON EST UN ENJEU IMPORTANT POUR NATURA 2000

p. 8-9

LA DIRECTION DE LA POLITIQUE AGRICOLE, CLEF DE VOUTE DES LIENS AVEC L'EUROPE

p. 10-11

10 PROPOSITIONS DU COLLÈGE DES PRODUCTEURS POUR PASSER À L'ACTION

p. 12

IDÉES REÇUES SUR LA VIANDE ROUGE DES RUMINANTS

p. 13

LA DIVERSIFICATION SOUTENUE PAR LA WALLONIE REND LES EXPLOITATIONS PLUS PÉRENNES

p. 14-15

FERMES EN VIE, LE CHAÎNON MANQUANT ENTRE LA FERME ET LE CONSOMMATEUR

p. 16

ON VIENT DE LOIN POUR LA BOUCHERIE À LA FERME MARTIN

p. 17

LE BIO : CHIFFRES ET ENJEUX

p. 18

CALENDRIER 2^e SEMESTRE 2020

p. 19

n° vert 1718 – www.wallonie.be



FOCUS SUR LA VIANDE BOVINE

« Une production locale, rentable et en phase avec les attentes sociétales ». En posant ces mots en préambule de son plan de développement stratégique 2030, la commission « filière viande bovine » du Collège des producteurs a tout dit. Ou presque. Elle a en fait résumé les enjeux actuels d'une des spéculations agricoles les plus traditionnelles de Wallonie.



Ce plan stratégique « viande bovine » a été remis aux politiques qui se sont succédés à la tête du ministère de l'Agriculture l'automne dernier. Objectif, on l'aura compris, mettre la filière sur le devant de la scène alors même que les nouveaux paradigmes sociétaux lui imposent de se remettre en question. « Les évolutions du mode de vie entraînent des nouvelles attentes de la part des consommateurs ; les préoccupations environnementales et de santé sont de plus en plus présentes dans les esprits ; et enfin, les différentes crises sanitaires ont bousculé la confiance de certains ménages », résument les auteurs du plan stratégique. « La demande du consommateur est donc en profond changement, avec une attente qui s'oriente plus vers une offre locale de produits savoureux, sains, sûrs et durables ». État des lieux de la filière.

LA PRODUCTION

La valeur de la production bovine en Belgique flirte avec les 1 100 millions d'euros (1,1 milliard). Une production pourtant inégalement répartie (environ 33 % de la valeur en Wallonie et 66 % en Flandre) entre les régions du pays qui se sont « spécialisées » au fil de l'intensification de l'agriculture au sortir de la seconde guerre mondiale. Traditionnellement, la Wallonie est une région de « naisseurs », spécialisés dans la production de veaux, de génisses, de jeunes taureaux, de vaches en production... Tout aussi traditionnellement, la Flandre est une région « d'engraisisseurs » qui transforment les animaux « maigres » wallons et les vaches de réforme, en animaux « gras » prêts à entrer dans la filière viande. Malgré des tentatives



de changer quelque peu ce modèle – dans les années 1990, des plans soutenus par l'Europe devaient permettre à la Wallonie de prendre une part plus conséquente de la valeur ajoutée liée à l'engraissement – qui reste ancré dans les traditions. On ne compte en Wallonie que quelques dizaines d'engraisisseurs spécialisés alors que seuls 30 % des éleveurs pratiquent les deux activités de manière intégrée. Cela étant, cette situation est profondément et logiquement liée au terroir : la production wallonne – et particulièrement celle située au sud de ce territoire – est intimement liée à la consommation directe et indirecte de la prairie, un mode de production respectueux du bien-être animal et de l'environnement.

MOINS D'EXPLOITATIONS, ÉLEVAGES PLUS GRANDS

On compte aujourd'hui (en 2019) 7 830 détenteurs de bovins (viandeux, laitiers et mixtes compris). Si l'on prend pour référence le dernier recensement décennal, à savoir 2010, le nombre de détenteurs de bovins a baissé en moyenne de 3,13 % par an entre 2010 et 2019. En fait, depuis 1990, le nombre de détenteurs a pratiquement été divisé par trois. A contrario, le nombre de têtes par



exploitation détentrice de bovins est en hausse presque constante, passant sur la même période de 67 à 140 bêtes en moyenne, une moyenne qui culmine d'ailleurs à 168 en province de Luxembourg, région de pâturage par excellence.

LE BIO MAL VALORISÉ

Au-delà des chiffres, la filière a profondément modifié sa structure. Certes, le Blanc-Bleu-Belge reste le roi du secteur mais d'autres races ont progressivement fait leur apparition dans les prairies : Blonde d'Aquitaine, Limousine, Charolaise, Angus, Salers... Des races plus rustiques, davantage susceptibles de vêler seules... Plus adaptées aussi à intégrer les filières bio.

LA CONSOMMATION

Qu'on se le dise, le Belge mange moins de viande. Moins de porc, moins de volaille, moins d'agneau, moins de lapin, moins de cheval... et évidemment moins de bœuf. Beaucoup moins de bœuf ? Les données méritent d'être relativisées. Entre 2006 et 2016, ce sont les viandes les moins consommées en Belgique (agneau, chèvre, cheval...) qui ont subi les plus fortes baisses de leur présence dans le panier de la ménagère (-40 % environ). À l'inverse, c'est la viande la plus consommée – le porc – qui subit le moins ce retour de manivelle : -6 %. Entre les deux, la viande bovine subit une lente décrue : les bilans d'approvisionnement de Statbel (l'institut belge

de statistique) annoncent 19,13 kg/hab en 2006, 14,68 kg/hab en 2016 avec une légère remontée à 14,75 kg/hab en 2018. Bref, la présence du bœuf dans l'assiette du consommateur a été réduite d'un quart environ. Une tendance qui est loin de tirer les prix vers le haut... Pratiqué seul et de manière traditionnelle, l'élevage bovin peine à nourrir son homme aujourd'hui. Selon un calcul de rentabilité de 2018, chaque kilo de viande (poids vif) permet aux agriculteurs de dégager une rémunération de 53 centimes d'euros. Des experts estiment que pour atteindre un salaire de base de 11 euros de l'heure, il faudrait ajouter 30 centimes par kg, soit environ + 55 %.



LA FILIÈRE EN CHIFFRES

1 096 000

On comptait, en Wallonie en 2019, 1 096 000 têtes de bovins. À l'exception d'une hausse entre 2012 et 2014 – les producteurs pariaient sur la fin des quotas laitiers – ce nombre diminue cependant régulièrement. Moins 23,3 % en fait entre 1990 et 2016, avec cependant un écart en faveur des régions où la production viandeuse est importante : Ardenne, Région herbagère (Fagne), Famenne et Région jurassique.

14,75

La consommation annuelle de viande bovine et de veau s'établit, en 2018, à 14,75 kg par an et par belge. La vente aux consommateurs est essentiellement l'affaire des grandes surfaces (66 % du marché), des boucheries traditionnelles (28 %) et d'autres modes de distribution (6 %) comme la vente à la ferme et la vente sur les marchés.

242 160

En 2019, on comptait environ 242 160 vaches allaitantes réparties sur 6 233 exploitations agricoles.

215 000

La Wallonie abrite 15 abattoirs sur son territoire (pour 25 en Flandre), de quoi abattre 215 000 bovins par an. Cette dernière donnée est en hausse de 15 % par rapport à 2016 alors même que le cheptel est en baisse, ce qui laisse penser que les bovins abattus ne sont pas tous « wallons » (ils sont partiellement importés de Flandre et/ou de pays voisins). Par ailleurs, cette hausse des volumes d'abattage se concentre essentiellement sur les vaches et les veaux.

« L'ÉLEVAGE WALLON EST UN ENJEU IMPORTANT POUR NATURA 2000 »

Conditionnalité des aides, mesures agro-environnementales et climatiques, mise en œuvre de Natura 2000... au sein de la cellule Intégration Agriculture-Environnement du département de l'Environnement et de l'Eau, Christian Mulders assure une courroie de transmission entre les règlements et les modalités d'application sur le terrain. Entretien.



NATURA 2000 A SOUVENT FAIT POLÉMIQUE, COMMENT CETTE POLITIQUE EUROPÉENNE VIT-ELLE SUR LE TERRAIN DE L'ÉLEVAGE ?

Pour faire court, je dirais que Natura 2000 n'est pas un enjeu majeur pour l'élevage wallon mais que l'élevage wallon est un enjeu majeur pour Natura 2000. En Wallonie, on compte près de 28 000 hectares de prairies situées dans ces périmètres. Ces 28 000 hectares sont répartis en près de 16 000 de type UG5 (milieux ouverts prioritaires) qu'il est par exemple interdit de labourer, et 12 000 hectares faisant véritablement l'objet de contraintes car habitats ou habitats d'espèces à protéger. Cela représente donc moins de 2 % des superficies agricoles wallonnes et moins de 4 % des prairies même si, localement, certains agriculteurs sont fortement impactés.

VOUS PARLIEZ D'UN ENJEU IMPORTANT POUR NATURA 2000, POURQUOI ?

Parce que c'est précisément au niveau de ces 12 000 hectares que la pression est forte, bien plus forte que sur la forêt qui connaît des cycles beaucoup plus longs et une exploitation moins intensive. Chaque année, les parcelles agricoles sont susceptibles d'être fauchées tôt, fertilisées, traitées aux produits phytopharmaceutiques ou labourées. L'enjeu est fort aussi par rapport aux habitats Natura 2000 les plus menacés que sont des habitats ouverts de type agricole, notamment les fameux prés maigres de fauche.

Raison pour laquelle les contraintes sur ces 12 000 hectares se sont calculées sur les obligations de mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) « prairies naturelles » ou « MB2 » : interdiction de faucher avant le 15 juin, s'abstenir de



©Natagriwal

faucher 5 % du terrain pour créer des zones refuge, défense d'apporter des fertilisants minéraux, autorisation des fertilisants organiques seulement après la fauche...

AVEC DES COMPENSATIONS À LA CLEF ?

Bien entendu : l'indemnité s'élève ici à 440 euros par hectare et par an. Par contre, dans ce cas-là, logiquement, la Région ne paie plus la mesure agro-environnementale correspondante (MB2, 200 € par hectare et par an) ou les aides spécifiques au bio puisque les MAEC sont des mesures volontaires. Ce paiement-ci est en effet plus favorable que le cumul des deux autres.

Il faut noter cependant que les exploitants dans ce cas gardent l'accès à d'autres mesures agro-environnementales et climatiques, et notamment la mesure « prairies de haute valeur biologique » (MC4) car ce cahier des charges-là est plus contraignant que les obligations Natura 2000. Ce supplément peut atteindre 250 euros, pour un total appréciable de 690 euros par hectare et par an. À ce stade, il y a une bonne nouvelle : la moitié de ces 12 000 hectares à préserver est engagée dans cette mesure agro-environnementale « prairies de haute valeur biologique », sur la base volontaire des agriculteurs. Notre espoir est que l'autre moitié accède rapidement à la même démarche.

D'AUTRES MESURES EXISTENT EN FAVEUR DES PRAIRIES ?

Au-delà des MAEC « prairies naturelles » et « prairies à haute valeur biologique », trois autres mesures bénéficient encore aux exploitants. D'abord, l'aide aux éléments du paysage tels que les haies, arbres et mares, plus densément présents dans les milieux riches en biodiversité. Ensuite, l'aide classique au bio, à

raison de 200 euros par hectare et par an (ramenée à 120 euros au-delà du 60e hectare). Enfin, dans les MAEC, il ne faut pas négliger la mesure MB9 qui favorise l'autonomie fourragère.

C'EST-À-DIRE ?

C'est une mesure très importante qui touche toutes les prairies de l'exploitation pour autant que l'agriculteur s'engage à maintenir une charge en bétail relativement faible : 60 euros/hectare en dessous de 1,8 UGB et 120 euros en dessous de 1,4 UGB par hectare.

ON S'APPROCHE ALORS D'UNE AGRICULTURE LIÉE AU SOL, D'UNE « PRIME À L'HERBE » ...

Il faut bien comprendre le contexte économique actuel de l'élevage : l'analyse des comptabilités montre que l'élevage wallon est, structurellement, depuis plus de deux décennies, dans une situation économique peu favorable. Beaucoup d'animaux coûtent à la production davantage qu'ils ne rapportent, les coûts de production étant supérieurs aux produits tirés de ces animaux. Or, en limitant la charge par hectare, non seulement on prend une mesure intéressante pour l'environnement mais en plus on favorise l'autonomie de l'exploitation en termes de fourrages et de fertilisants. On estime que cette autonomie – qui est donc aussi une réelle économie et une garantie dans un contexte climatique de plus en plus variable – favorise la rentabilité tout en contribuant à assainir le marché. Aujourd'hui, un hectare de prairie sur six est engagé dans cette voie, c'est une bonne nouvelle ! Cumulée avec l'aide au bio, cette autonomie fourragère produit un montant d'aides susceptible de créer un modèle économiquement et environnementalement plus résilient.

LA DIRECTION DE LA POLITIQUE AGRICOLE, CLEF DE VOUTE DES LIENS AVEC L'EUROPE

Discrètement mais sûrement, la direction de la Politique agricole négocie, avec force de propositions, la politique agricole commune et suit sa mise en œuvre en Wallonie. Elle assure la liaison entre les institutions de l'Union européenne et les départements du SPWARNE chargés des aides directes aux agriculteurs. Avec, bien entendu, parmi ses dossiers, le soutien à la filière viande bovine. À sa tête : **Vincent Daumerie**. Avec ses collègues, il travaille notamment sur trois dossiers phares.



1 LA TRANSPARENCE DES MARCHÉS

Rien de plus difficile que de négocier localement le prix d'une bête sur pied quand on ne voit pas clair dans les différents éléments du prix sur le marché international. C'est pourquoi, en collaboration avec son équivalent flamand, la Direction communique chaque semaine à la Commission européenne les prix belges des secteurs agricoles et relaie auprès de ces derniers les données économiques pertinentes pour la gestion de leur production. Des discussions au niveau européen avec les Etats membres sont en cours afin d'améliorer la transparence des marchés notamment dans la filière bovine. « Ceci permettra aux éleveurs d'avoir une vision beaucoup plus complète des prix payés aux autres producteurs par les marchands », dit le directeur Vincent Daumerie. « Avec une bonne notion du niveau réel des échanges sur le marché, on augmente la transparence des prix, c'est essentiel pour l'avenir de cette filière ».

2 LA PROMOTION DE LA VIANDE BOVINE À L'EXPORTATION

Ces opérations répondent à l'une des demandes du Collège des producteurs : assurer un soutien promotionnel à la grande exportation. « La Wallonie est en effet autosuffisante dans le secteur, aussi nous cherchons l'aide de l'Europe pour soutenir des campagnes de promotion de nos productions, notamment dans les pays du Moyen-Orient », les conditions de production répondant à la demande locale.

3 LA TRANSPARENCE DES MARCHÉS

Négocier la Politique agricole commune en lien avec les enjeux et les besoins belges est essentiel. En Wallonie, la direction de la Politique agricole s'y emploie sans discontinuer. On nous annonce – au plus tôt en 2022 – une nouvelle PAC beaucoup plus verte, de manière à soutenir une agriculture durable. « Nous devons élaborer un plan stratégique couvrant les deux piliers de la PAC (aides directes/mesures de marché et développement rural). Il pourrait passer par une révision des aides couplées dont 21,3 % sont attribués au cheptel viandeux. Or, on sait que le secteur est décrié par certains. Il nous faut poser des arguments économiques (soutenir l'élevage, c'est soutenir une importante production de valeur en aval) et environnementaux (il impacte favorablement les paysages puisqu'il contribue au maintien des prairies). Il est question aujourd'hui d'une prime à l'herbe attribuée quel que soit le type d'animaux mais conditionnée à une production limitée par hectare. Bref, tout est en discussion. Une certitude : nous défendrons un budget le plus important possible pour la PAC, un budget au moins égal à celui de la période précédente. Le tout en lien avec la stratégie de la fourche à la fourchette et celle sur la biodiversité ».



10 PROPOSITIONS DU COLLÈGE DES PRODUCTEURS POUR PASSER À L'ACTION

Le Collège des producteurs a mis sur la table des ministres concernés un plan stratégique construit avec la commission « filière viande bovine » visant tout à la fois à préserver la filière et à travailler dans le respect de normes environnementales de plus en plus exigeantes.

« Suivant les tendances actuelles, le nombre de vaches allaitantes en Wallonie passera, sans changement, de 260 239 têtes en 2015 à 183 205 têtes en 2030. Cette situation pourrait impliquer une diminution de la surface de prairies affectées à la viande bovine de 30 % ». Loin de rester inactif, le Collège balise 10 pistes d'actions.

- 1** Renforcer la recherche scientifique sur les facteurs techniques prioritaires qui affectent la production et la rentabilité de la production de viande bovine.
- 2** Rendre disponibles plus de données technico-économiques pour piloter le développement de la filière (suivre de près l'évolution des productions et de leur valeur).
- 3** Assurer la disponibilité et l'accès de services techniques d'encadrement indépendants et de qualité (l'espoir est que 50 % des éleveurs y adhèrent).
- 4** Orienter l'évolution du cadre législatif et suivre l'application de la législation de manière à assurer le développement de la filière.
- 5** Soutenir l'engraissement dans des élevages de type « naisseur-engraisseur » (50 % en 2030).
- 6** Assurer la pérennité des abattoirs et ateliers de découpe de proximité.
- 7** Segmenter l'offre avec une augmentation de la valeur ajoutée et encourager la concertation entre acteurs pour que chaque maillon soit rémunéré convenablement (favoriser la qualité différenciée et le circuit court notamment).
- 8** Promouvoir la viande bovine produite en Wallonie, notamment en encourageant les consommateurs, l'Horeca et les collectivités à privilégier la viande wallonne.
- 9** Permettre aux opérateurs de se positionner sur des marchés porteurs (en favorisant l'exportation de viandes à haute valeur ajoutée).
- 10** Renforcer l'information aux citoyens sur les polémiques touchant le secteur de la viande bovine et s'assurer de synergies avec les actions de promotion (démonter les idées reçues en communiquant sur la réalité wallonne).

IDÉES REÇUES SUR LA VIANDE ROUGE DES RUMINANTS



Emission de gaz à effet de serre, consommation démesurée d'eau... Les idées reçues sur la viande foisonnent dans certains médias et cercles de réflexion. idées que des centres de recherche comme la Faculté d'Agronomie de Gembloux Agro-Bio Tech (ULiège) ou l'Institut national de recherche agronomique (INRAE) s'appuient sur des données objectives pour recadrer les idées préconçues.

15 M³ D'EAU POUR UN KILO DE VIANDE ?

Ce chiffre de 15 000 litres est issu d'une méthode de calcul destinée à évaluer la consommation de sites industriels. Elle fait référence à la notion de « water foodprint » ou « empreinte eau ». Pour la déterminer dans le secteur de l'élevage, on prend en compte l'eau prélevée dans les abreuvoirs par les animaux, l'eau utilisée pour le recyclage et l'eau de pluie captée par les sols où paissent les ruminants. En réalité, 95 % des eaux ainsi additionnées sont composées de pluies qui participent au perpétuel cycle de l'eau, qu'il y ait ou pas présence d'animaux sur le terrain. Selon **Yves Beckers**, professeur à Gembloux AgroBiotech (ULiège), dans un contexte belge où les prairies et cultures fourragères ne sont pas irriguées, produire localement un kilo de viande de bœuf implique la consommation d'environ 50 litres d'eau (abreuvement, nettoyage, production d'aliments...).

RÉDUIRE LE GASPILLAGE DES RESSOURCES ?

Les animaux consomment-ils les ressources utilisables par l'homme ? Pas si sûr ! Selon la publication scientifique « Global food security », l'alimentation mondiale des ruminants se compose à 86 % d'aliments non consommables par l'homme (herbe, foin, ensilage...). De plus, complète l'INRAE, « les aliments concentrés utilisés pour les monogastriques (porcs, volailles) et les herbivores valorisent les résidus de cultures et les sous-produits des filières végétales destinées à l'alimentation humaine (tourteaux, sons, drèches, etc). Ainsi, certains types d'élevage, comme les ruminants à l'herbe ou les élevages qui utilisent beaucoup de coproduits de l'agriculture, sont producteurs nets de protéines, c'est-à-dire qu'ils produisent plus de protéines (d'origine animale) consommables par l'homme qu'ils n'utilisent de protéines végétales consommables par l'homme pour nourrir les animaux. »

14,5 % DES ÉMISSIONS MONDIALES DE GAZ À EFFET DE SERRE ?

C'est ce qu'affirment certains organismes internationaux. Il est exact que durant la rumination, les vaches produisent d'importantes quantités de méthane, lequel alimente le phénomène d'effet de serre. Toutefois, dans une région où la production viandeuse est intimement dépendante des prairies, le propos doit être nuancé. Dans leurs études, les professeurs Marc Aubinet et Yves Beckers (Gembloux Agro-Bio Tech) ont mesuré qu'une vache allaitante en prairie produit 43 kg de méthane par an, soit une quantité équivalente de CO₂ rejeté par une voiture neuve roulant 10 000 km/an. Par contre, on l'oublie trop souvent, les prairies entretenues par les ruminants sont autant de puits de carbone (elles absorbent dans l'atmosphère et stockent dans le sol le CO₂). Pour faire bref, les prairies compensent en grande partie les gaz à effet de serre des élevages wallons. Une disparition progressive de l'élevage aurait des conséquences environnementales désastreuses : elle impliquerait la destruction des prairies (pour faire place à d'autres spéculations) et le rejet brutal dans l'atmosphère – via labourage par exemple - du carbone stocké dans le sol depuis des décennies.

« LA DIVERSIFICATION SOUTENUE PAR LA WALLONIE REND LES EXPLOITATIONS PLUS PÉRENNES »



Circuits courts, bio, appellations d'origine, groupements de producteurs, transformation à la ferme... la Wallonie soutient beaucoup d'initiatives en matière de diversification. Objectif : rendre les exploitations plus pérennes par rapport aux crises potentielles. Sur ce sujet, Damien Winandy, directeur à la direction de la Qualité à l'Administration de l'Agriculture, est intarissable. Il balise pour nous les initiatives, les projets et les enjeux.

LE BIO A MANIFESTEMENT LE VENT EN POUPE MAIS DE NOMBREUX ÉLEVEURS PEINENT À VALORISER LA VIANDE BOVINE BIO ALORS MÊME QUE LES COÛTS DE PRODUCTION SONT PLUS ÉLEVÉS. COMMENT Y REMÉDIER ?

Cela passe par un double mouvement : promotion et filières de commercialisation. D'autant plus que nous préparons un plan 2021-2030 pour atteindre 30 % de la surface agricole utile en bio. Ce plan prend bien entendu en compte tous les aspects de cette valorisation des produits sous cahier des charges « bio », spécialement pour les filières où les produits sont aujourd'hui trop peu valorisés en bio. Cela revient à organiser une filière de commercialisation, avec l'aide des organismes d'encadrement, et la promotion, assurée par l'Apaqw, offrant une rémunération équitable aux producteurs.

LE CHALLENGE C'EST LE PRIX ?

Pour la viande bovine en bio, c'est effectivement le challenge puisqu'une partie se retrouve sur le marché du conventionnel et est rémunérée comme telle.

RESTE, EN AMONT, LA FILIÈRE DE TRANSFORMATION...

Effectivement, une autre démarche à initier est de sensibiliser les abattoirs, les chevilleurs, les transformateurs, les fournisseurs des grandes surfaces pour qu'ils se mettent aux normes bio sachant que toute la filière doit l'être pour que le morceau de viande se retrouve dans l'assiette avec son label bio intact. Au final, le défi consiste à valoriser le produit sans brader le prix. Les volumes de vente sont en hausse, on va chercher à pérenniser le mouvement en éduquant le consommateur et en encadrant les intermédiaires.



UN RAPPEL DES AIDES AU SECTEUR ?

Il y a bien entendu l'aide à la superficie via le second pilier de la PAC mais aussi les efforts considérables d'encadrement pour soutenir toutes les exploitations en conversion et aider à installer des filières entièrement bio. Il me faut aussi souligner le travail du Centre de recherche agricole de Wallonie (CRA-W) : depuis le plan stratégique bio 2011-2020, il a mis en œuvre un réel plan de recherche en bio avec une cellule transversale « bio » qui coordonne l'action des différents chercheurs dans différents départements. Il s'agit là d'apporter des réponses scientifiques concrètes aux problèmes du secteur, en lien étroit avec le terrain. Ainsi, une partie du domaine du CRA-W à Gembloux est convertie au bio, et un cheptel bovin bio est aussi présent à Libramont pour la recherche.

UN GROUPEMENT D'AGRICULTEURS EST-IL « LA » SOLUTION AUX PROBLÈMES DU BIO ET/OU DU CIRCUIT COURT ? QUEL RÔLE SPÉCIFIQUE PEUT JOUER L'ADMINISTRATION EN LA MATIÈRE ?

Se mettre ensemble pour mener une stratégie de valorisation de la production dans un milieu traditionnellement individualiste permet de se présenter soudés face à la grande distribution, de manière à peser sur les négociations en termes de prix et d'approvisionnement. C'est très important car, au-delà du plan de valorisation de la filière, nous cherchons vraiment à maintenir le fameux principe du « prix juste ». Il faut absolument que les efforts des producteurs soient valorisés jusqu'au consommateur pour éviter que les produits ne soient bradés. C'est dans ce contexte que la Wallonie a pris trois arrêtés de subvention soutenant la création de groupements de producteurs bio : en viande bovine, en maraîchage et en céréales.

À CÔTÉ DE CETTE FORMULE, IL Y A LES CIRCUITS COURTS, EST-CE CONSIDÉRÉ PAR L'ADMINISTRATION COMME UN MODÈLE À SUIVRE ?

La volonté de la Wallonie — et ce n'est pas nouveau — est bien de stimuler les circuits courts. Face à l'intérêt grandissant des consommateurs, nous sommes dans une phase ascendante. Tant pour les produits bio que conventionnels, c'est l'ASBL Diversiferm qui est chargée d'accompagner ceux qui font de la transformation à la ferme, qui cherchent à vendre sur les marchés. Pour nous, tous les circuits sont importants mais quand on se lance dans le « court », c'est une façon pour le

producteur de pouvoir fixer son prix et d'assurer sa rentabilité. Moins d'intermédiaires, même s'il y a des frais de valorisation, c'est plus de garantie d'obtenir une rémunération correcte. Quand vous allez dans un magasin à la ferme, vous ne discutez pas les prix...

COMMENT FAVORISER L'ÉCHANGE DE BONNES PRATIQUES ENTRE AGRICULTEURS ?

Notamment, via l'encadrement. À ce propos, BioWallonie fait un travail important de réseautage associant les producteurs et les petites unités de transformation. Pour le conventionnel, les centres pilotes thématiques soutenus par la Wallonie font un travail similaire mais de manière plus segmentée.

MÊME INTERROGATION POUR LES BOUCHERIES À LA FERME ? EST-CE UNE SOLUTION POUR AIDER À PASSER À TRAVERS LES CRISES SUCCESSIVES ?

Probablement, mais avec une difficulté supplémentaire : le fermier doit trouver du temps pour une activité différente de la production, raison pour laquelle ce type de projet ne peut s'envisager qu'avec une équipe multidisciplinaire, au sein d'une même famille, ou via l'engagement de personnel (dont l'un doit nécessairement avoir accès à la profession).

LE CODE WALLON DE L'AGRICULTURE FAIT LA PROMOTION D'UNE AGRICULTURE FAMILIALE. DE MANIÈRE GÉNÉRALE, CES PRATIQUES « ALTERNATIVES » SONT-ELLES DE NATURE À ALIMENTER CE CONCEPT ?

En tant que directeur de la Qualité, je dirais que c'est le modèle à promouvoir. Mais je conçois les choses d'une manière large, intégrant les circuits courts, le bio, les groupements, les labels, les appellations d'origine... Si je plaide dans ce sens, c'est parce qu'il apparaît que ceux qui vont dans cette voie ont davantage de résilience face à des crises éventuelles.

À PROPOS DE CRISE, CELLE DU COVID A-T-ELLE EU UN IMPACT SUR LE SUCCÈS DES CIRCUITS COURTS, DU BIO... ?

BioWallonie a fait une rapide étude auprès des producteurs. Elle montre que « les acteurs ayant connu les plus grandes augmentations dans leurs ventes (pour certains du jamais vu) sont les acteurs proposant de la vente directe au consommateur. Ainsi, 8 producteurs sur 10 proposant cette offre ont augmenté leurs ventes sur ce débouché. Une hausse de 20 à 50 % pour 6 fermiers sur 10 et de plus de 50 % pour 2 fermiers sur 10 ». Clairement, la crise a fait revenir le consommateur vers ce secteur. Il reste maintenant à pérenniser le mouvement. Les expériences précédentes montrent qu'au terme de la crise, seule une partie garde le réflexe de consommation locale mais, à chaque fois, on franchit un palier en plus. Ce qui renforce plus encore le producteur par rapport aux aléas des marchés internationaux.



Bernard et Valérie
Convie-Calicis



Françoise Demande et Michel Leboutte



Emile Joarlette et Camille Peeters



Kathia Lemaire et Claude Marion

FERMES EN VIE LE CHAÎNON MANQUANT ENTRE LA FERME ET LE CONSOMMATEUR

La diversification en circuit court, c'est souvent une fameuse aventure où se croisent bonheur de voir les clients heureux, travail administratif et gestion complexe.

Cette aventure, quatre couples de Famenne la vivent depuis une décennie. Depuis en fait qu'ils font des « marchés colibri », ouvrant tour à tour les portes de leurs fermes pour y vendre, ensemble, la production de chacun. Quatre couples, quatre exploitations donc, qui ont décidé d'unir leur destin professionnel dans un magasin-coopérative adepte du circuit-court.

Les présentations d'abord. Commençons par **Bernard et Valérie Convie-Calicis**, producteurs laitiers à la ferme de Jambjoûle à Villers-sur-Lesse (Rocheftort). Poursuivons avec **Françoise Demande et Michel Leboutte**, éleveurs de bœuf limousin et de poulet de chair à Sinsin (Somme-Leuze). Avec aussi **Emile Joarlette et Camille Peeters**, maraîchers à Les Basses-Serinchamps (Ciney). Terminons avec **Kathia Lemaire et Claude Marion**, spécialisés dans la Blonde d'Aquitaine, le porc, la charcuterie et la production d'œufs à Wavreille (Rocheftort).

Fin mai, ils ont ouvert au cœur de Marche-en-Famenne, le magasin de leur rêve : « Fermes en vie ». Il s'agit d'une structure permanente pour vendre leurs fruits, légumes, fromages, produits laitiers, œufs, viandes, pains, farines, boissons... À quelques exceptions près, tout est produit par les quatre exploitations. « En fait, explique Claude Marion, nous étions un peu « fatigués » de nous disperser chaque semaine dans des points de vente différents. Avec nos amis, nous avons visité une coopérative à taille humaine dans la région de

Grenoble. Nous nous en sommes largement inspirés pour monter notre projet marchois ».

Ce projet est né dans le sillage de la mutualité Solidaris qui souhaitait créer un projet alternatif et durable à côté de ses bureaux, au service d'une alimentation saine. « Il s'agissait pour eux de sensibiliser les gens à adopter une meilleure alimentation, donc à préserver leur santé ».

Quelques mois plus tard, la coopérative « Fermes en vie » était née sur la base d'un concept simple : un magasin de produits locaux et bios. « S'il y a une exception au bio, cela sera clairement signalé mais alors ça sera de toute façon une production artisanale », poursuit Claude Marion.

« D'autres produits complèteront la gamme, toujours dans le souci d'être le plus possible en circuit-court. Ce sera le cas de la farine par exemple, livrée par une céréalière de Verdenne qui a son propre moulin et est certifiée bio ».

« Fermes en vie » grandira au rythme des fermes... Comme les producteurs tiennent à la fois à rester maîtres de leur exploitation et de leur commercialisation, les heures d'ouverture seront limitées. Limitées mais riches en échanges avec les clients.



Place aux Foires à 6900
Marche-en-Famenne. Ouvert
les jeudi et vendredi de 14h à
18h30, samedi de 9h à 18h30.
fermesenvie@gmail.com

 www.fermesenvie.com

ON VIENT DE LOIN POUR LA BOUCHERIE À LA FERME MARTIN

À Naomé, la boucherie à la ferme Martin cartonne. On vient de loin désormais pour apprécier une production on ne peut plus traditionnelle.

Naomé, c'est environ 450 âmes. Et, pour tout commerce, la « boucherie Martin ». On y débite chaque semaine au minimum une vache, un veau, une dizaine de porcs, des agneaux, des volailles... l'essentiel étant produit dans la ferme voisine qui porte le même nom.

À Naomé, il y a la **ferme Martin**. Et la **boucherie à la ferme Martin**. La seconde est l'affaire d'**Aurélien**. La première est tenue par **Gianni** et **Jean-Pol**, respectivement frère et oncle du boucher.

L'exploitation agricole, c'est une histoire de famille dans laquelle Aurélien a travaillé une quinzaine d'années en même temps qu'il suivait des études de boucherie à Suarlée et qu'il faisait ses armes chez un patron-boucher.

Il y a une décennie, l'idée de valoriser en direct la production de la ferme lui a traversé l'esprit. « L'envie de m'associer à la famille pour reprendre était là mais travailler à trois sur une exploitation de cette taille, c'était compliqué. J'ai donc tenté l'aventure de la boucherie, seul... ».

D'emblée, il opte pour une formule mixte : des colis de viande et de la vente au détail. Dans l'étal, il n'y a que du traditionnel. Les viandes fraîches bien entendu mais aussi un choix de charcuteries made in Ardenne. Colis ou comptoir ? La sauce a pris pour les deux formules. La seule différence c'est que, le succès aidant, Aurélien Martin a pu créer quatre emplois.

Il nourrit le chaland local bien entendu mais la renommée de la boucherie dépasse désormais largement les frontières communales pour « recruter » sa clientèle non seulement dans toute la région mais également à Namur, à Wavre, à Ciney, à Bruxelles...

Il faut dire que les quatre Coqs de cristal qu'il a récoltés ces dernières années ont bien assis la réputation. Une réputation construite aussi sur le choix des viandes : le bœuf – du

Blanc-Bleu bien entendu – les veaux et les agneaux proviennent de la ferme familiale. Le porc est élevé « sur paille », à Naomé, dans la ferme Bajot. La volaille est, elle aussi, produite dans la région.

Le confinement du printemps dernier ? « C'est amusant, il n'y a pas eu d'impact sur nos volumes de vente : on a perdu des livraisons en raison de la fermeture des restaurants de la région mais on a gagné une nouvelle clientèle, très intéressée de redécouvrir les productions régionales ».

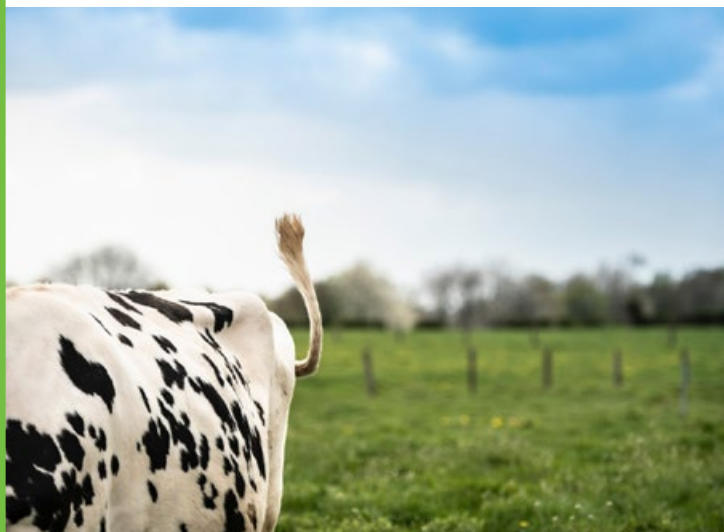


 www.boucheriedelafermemartin.be

LE BIO

CHIFFRES ET ENJEUX

Le bio a le vent en poupe mais le manque de structuration de la filière empêche parfois les producteurs d'obtenir la juste valeur de leur travail.



40 %

l'Unab (Union nationale des agrobiologistes belges) et la Fugea (Fédération unie de groupements d'éleveurs et d'agriculteurs) ont mené avec le soutien de la Wallonie une enquête dans la filière. Deux chiffres interpellent : parmi les éleveurs bovins bio ayant répondu à l'enquête, environ 40 % déclarent valoriser moins de 25 % de leur cheptel dans la filière bio. Plus rassurant, même si c'est loin d'être parfait, ils sont tout de même 30 % à valoriser plus de 75 % de leurs bêtes dans cette filière. Dans l'ordre, ce sont les marchands, les circuits courts, les abattoirs, les coopératives et les bouchers qui sont les premiers clients des producteurs. La fourniture en direct des grandes surfaces n'arrive que loin derrière mais ces dernières sont approvisionnées par les intermédiaires cités ci-dessus.

100 000 têtes

Trente mille têtes en 2003. Un peu plus de cent mille aujourd'hui... Pas de doute, la filière bio en viande bovine poursuit, depuis deux décennies, une croissance exponentielle, une croissance qui se marque aussi sur le territoire occupé par la filière bio générale : 9 % en 2015 de la superficie agricole, 18 % en 2020.

3 points d'amélioration

Pour la filière, trois faiblesses méritent une attention soutenue : débouchés commerciaux mal structurés et instables pour les producteurs, nombre insuffisant de structures d'abattage et de découpe certifiées bio et prix payés aux producteurs pas toujours suffisamment rémunérateurs.

Solution ? « Encourager les agriculteurs concernés à se regrouper, pourquoi pas sous la forme d'un groupement de producteurs, ce qui permettrait des économies d'échelle à différentes étapes de la chaîne de production, depuis la naissance jusqu'à la communication en passant par la transformation et la commercialisation, le tout avec pour objectif d'offrir un prix plus rémunérateur en regard des investissements consentis ».

2^e SEMESTRE 2020

OBJET	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
Labour des prairies permanentes						
Couverture de sol CIPAN	Semis	Semis	Date limite semis : 15	Semis Destruction	Destruction autorisée : 15	
Couverture de sol SIE. Maintien de trois mois en place	Semis	Semis	Dates • limite semis : 30 • limite modification de localisation : 30	Semis	Semis	Semis
Jachère mellifère SIE	Semis	Semis	Semis	Semis	Semis	Semis
Couverture de sol érosion (Conditionnalité)	Semis	Semis	Date limite semis : 15	Semis	Semis	Semis Destruction : > 31
Demande d'aide MAEC et BIO				Date limite : 31		
Natura 2000 UG2 et UG3 Fauche/pâturage				Date limite : 31		
Natura 2000 UG4 Fauche/pâturage	Autorisé après le 15			Date limite : 31		
MAEC MB2 – Prairie naturelle • Pâturage/fauche • Fertilisation • Fauche/pâturage		< 15		Date limite : 31 Date limite : 31		
MAEC tournière enherbée MB5 : fauche	> 16		Date limite : 30			
Taille des haies						

■ Interdit | ■ Autorisé | ■ Autorisé mais avec certaines restrictions et rappel de la date butoir

Calendrier sous réserve de modifications – si besoin, celles-ci seront publiées sur le portail de l'agriculture wallonne agriculture.wallonie.be

Conformément à la réglementation en matière de protection des données, à la convention conclue avec PAConWeb et à l'intérêt légitime du SPW de vouloir informer l'ensemble des agriculteurs wallons qui bénéficient de la PAC, vos coordonnées ne seront utilisées, par la direction fonctionnelle et d'appui (DFA) du Service public de Wallonie (DGARNE), qu'en vue de vous envoyer notre magazine 'Les nouvelles de l'Agriculture' et pour réaliser des statistiques anonymes relatives à votre satisfaction du produit ou au profil de nos abonnés. Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing. Ces données de contact seront conservées aussi longtemps que vous n'informez pas nos services de votre volonté de ne plus figurer dans notre base de données, par mail à

infoportail.dgarne@spw.wallonie.be ou par voie postale à l'adresse : SPW Agriculture, DFA, À l'attention de Mme Charlotte Racot, Chaussée de Louvain, 14 à 5000 NAMUR. Aucune de vos données ne sera communiquée à un autre service du SPW ou à des tiers. Vous pouvez également demander à faire rectifier ou effacer vos données, limiter ou vous opposer au traitement en contactant le responsable du traitement aux adresses reprises ci-dessus. Pour plus d'information sur la protection des données à caractère personnel et vos droits, rendez-vous sur le portail de la Wallonie. Pour toute question relative à la protection des données, le délégué à la protection des données

du Service public de Wallonie, Thomas LEROY, en assurera le suivi par mail à dpo@spw.wallonie.be ou par voie postale à l'adresse : SPW, Département des Affaires juridiques, À l'attention du Délégué à la protection des données, Thomas LEROY, Place de la Wallonie, 1 à 5100 JAMBES. Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW, vous pouvez contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation par mail à contact@apd-gba.be ou par voie postale à l'adresse : Rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

